

Déclaration FSU pour le CTD du 15 mars 2012

Les votes des DHG dans les collèges et les lycées montrent que l'on est en train d'atteindre les limites de la politique du « toujours moins » à l'œuvre depuis plus de 5 ans dans l'Education Nationale.

Il y avait en effet longtemps qu'autant de conseils d'administration ne s'étaient pas prononcés contre les DHG et leurs répartitions. Les motifs ne manquent pas : pas assez de moyens pour garder des effectifs décents, pour mener à bien les projets, pour conserver les heures statutaires (laboratoire, coordination EPS, chorale, 1^{ère} chaires, etc...), pour dédoubler des classes, trop d'heures supplémentaires, etc...

Le nombre d'heures supplémentaires en collège représente l'équivalent de plus de 72 postes et plus de 87 postes en lycées. Soit au total plus de 150 postes basés sur un dogme inefficace, imbécile et injuste du travailler plus pour gagner plus. Encore une fois ce dogme force des collègues à faire des compléments de service alors que les heures nécessaires pour leur assurer un temps complet sont disponibles dans leur établissement. Ces mêmes collègues déplacés, investis pour la réussite des élèves de leurs établissements vont se voir contraints par manque de temps à limiter ou renoncer à leur implication dans la vie pédagogique de leurs établissements. C'est incompréhensible et injustifiable.

Et bien sûr, encore une fois, les suppressions de postes : à la lecture des documents, 23 au total dans le 2nd degré dans notre département, cela pouvant monter jusqu'à 28 avec les blocages de postes. Ceci dans un contexte où les effectifs augmentent en collège et sont stables en lycée ! On se trouve donc là encore une fois face à une posture purement idéologique qui vise à réduire toujours plus les moyens versés à l'Education.

Si les enseignants alertent depuis longtemps l'opinion des dégradations pour l'Education qu'entraîne cette politique, les parents d'élèves en ont encore pris davantage conscience cette année devant les dotations calamiteuses des établissements.

Les limites sont atteintes pour les enseignants, pour les élèves, pour les parents ... mais toujours pas pour le ministre de l'Education Nationale qui juge possible de continuer à supprimer des postes, ni pour le président candidat qui ne trouve rien de mieux que de proposer – provoquer ? – une augmentation du temps de travail des enseignants du second degré de 44 % pour une hausse de salaire ... de 25 % afin de pouvoir encore diminuer le nombre d'enseignants !

Qui peut croire sérieusement que cela serait dans l'intérêt des élèves ? Que la qualité de l'enseignement n'en souffrirait pas ? A l'évidence, pas la majorité des français qui à 70 % préférerait avoir davantage d'enseignants face à leurs enfants.

Pour autant, la fuite en avant du gouvernement et du président continue enfermés dans la logique d'économiser toujours plus sur les dépenses publiques.

Entêtement également dans la volonté de passer en force une réforme de l'évaluation des personnels rejetée par la très grande majorité de la profession. Comme si transformer chaque établissement en entité de plus en plus autonome, avec à sa tête un chef d'établissement à qui on demandera d'appliquer les techniques managériales de gestion des personnels qui ne cessent de montrer leur contre-productivité, allait miraculeusement pallier la dégradation inexorable à l'œuvre actuellement.

A force de vouloir donner des gages au libéralisme, c'est l'avenir de l'Ecole, de la jeunesse que l'on hypothèque.